



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CP

**Arrête préfectoral imposant à la S.A. RHODIA  
INTERMEDIAIRES des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite d'exploitation de son établissement  
situé sur le territoire des communes de LA  
MADELEINE, SAINT-ANDRE et MARQUETTE-LEZ-  
LILLE**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la S.A. RHODIA INTERMEDIAIRES - siège social : Etoile Part Dieu 190, avenue Thiers 69457 LYON - à exploiter ses activités sur le territoire des communes de LA MADELEINE, SAINT-ANDRE et MARQUETTE-LEZ-LILLE, notamment l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001 actant la mise à jour de plusieurs études de dangers ;

VU le rapport en date du 4 mars 2003 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 15 avril 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société RHODIA INTERMEDIAIRES, dont le siège social est situé Etoile Part Dieu – 190, avenue Thiers à LYON (69457), est tenue de respecter les prescriptions suivantes du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite rue Félix Faure à SAINT-ANDRE (59350).

### **ARTICLE 2**

Les dispositions proposées dans le complément à l'étude de dangers relative aux installations de production d'hydrogène et d'oxygène, complément adressé à la préfecture du nord par courrier du 25 novembre 2002 et citées dans le présent article seront mises en œuvre sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- ✎ mise en place de deux vannes de coupure et d'une vanne de mise à l'air sur le circuit d'alimentation en gaz naturel du brûleur de préchauffage des réacteurs TEXACO avec asservissement de l'ensemble des vannes de coupure d'alimentation et de mise à l'air à une sécurité de pression minimale et maximale dans la chambre de combustion des réacteurs (sécurité positive) ;
- ✎ mesures acoustiques sur la mise à la cheminée du gaz de procédé sur la ligne de sortie absorbeur de gaz carbonique vers l'épuration de l'hydrogène et fourniture d'un échéancier de mesures compensatoires éventuelles (mise en place de silencieux par exemple).

### **ARTICLE 3**

Les études des dangers couvrant l'établissement mentionné à l'article 1<sup>er</sup> complétées par les documents adressés à la préfecture par courrier du 25 novembre 2002 (pour mémoire liste des études reprises dans le tableau ci-dessous) ainsi que l'étude technico-économique dont la réalisation est imposée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2002 seront soumises à l'analyse critique d'un tiers expert (cahier des charges en annexe au présent arrêté).

Installations visées	Caractéristiques
Installations d'alimentation (dépotage) Installations d'alimentation (dépotage) des stockages d'acide nitrique 80% des stockages d'acide nitrique 80% Installations de purification, stockage et chargement de T.D.A.	Adressée à l'inspection des installations classées par courrier du 27 novembre 2001
	Etude comprise dans le dossier de modifications du site (aménagements liés au passage à la production de T.D.A. en décembre 2001), dossier adressé à la préfecture du Nord par courrier du 15 octobre 2000.
	Etude adressée à l'inspection des installations classées par courrier du 3 décembre 1999. Complétée, par courrier du 9 août 2001, par la modélisation du scénario d'accident de rupture de la canalisation alimentant le secteur organique.
	Etude adressée à l'inspection des installations classées par courrier du 21 décembre 2001
	Installations de réfrigération alimentant le liquéfacteur Etude datée du 13 janvier 2003
Liquides inflammables et solides facilement inflammables (un classeur comprenant 3 études de dangers respectivement relatives aux stockage du toluène, du fioul domestique et du noir d'acétylène)	Etudes adressées à l'inspection des installations classées par courrier du 12 décembre 2001.

Les autres études de dangers ayant déjà fait l'objet d'une analyse critique et d'un arrêté de clôture devront être tenues à disposition du tiers expert.

Le choix du tiers expert sera soumis à l'accord de l'inspection des installations classées. \*

Ce tiers expert aura pour mission, eu égard à l'état de l'art, aux techniques disponibles et à l'environnement de l'établissement, de dégager un avis sur la pertinence des mesures de sécurité figurant dans l'étude des dangers susvisée, d'identifier les points faibles, les possibilités d'amélioration.

Le tiers expert pourra être amené à considérer des scénarios complémentaires à ceux pris en compte par l'exploitant dont certains paramètres seraient jugés par le tiers expert insuffisamment pénalisants.

Les documents génériques à l'établissement décrivant la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM), et le système de gestion de la sécurité (SGS), intégrés à l'étude des dangers, seront également soumis à l'analyse critique mais ne doivent pas en constituer un objectif principal. Cet examen des documents génériques ne vise pas à constituer une validation du système de gestion de la sécurité (SGS) par le tiers expert.

Le rapport du tiers expert sera remis à M. le préfet du Nord en 2 exemplaires dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### ARTICLE 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

#### ARTICLE 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant **et** dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires de LA MADELEINE, SAINT-ANDRE et MARQUETTE-LEZ-LILLE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SAINT-ANDRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de **ces formalités** sera dressé par les soins **du** maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le **21 MAI 2003**

Pour ampliation,  
P/Le chef de bureau délégué

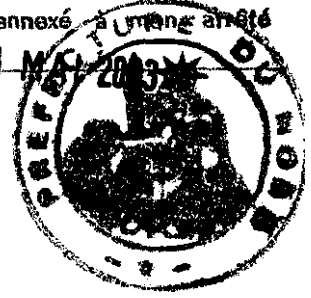
  
Fabrice FALVO



Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Vu pour être annexé à l'arrêté  
on date du 21 MAI 2013  
LE PRÉFET,



Annexe  
CAHIER DES CHARGES DE L'ANALYSE CRITIQUE

- ♦ modalités administratives :  
délai : 4 mois après signature de l'arrêté l'imposant  
langue du rapport final : français
- ♦ modalités de travail : réunion de lancement, réunion éventuelle d'avancement, réunion de présentation du projet de rapport d'analyse critique
- ♦ champ de l'analyse : ensemble des documents visés à l'article 3 du présent arrêté
- ♦ contenu (point détaillé ci-après).

L'analyse critique indiquera dans quelle mesure :

- ♦ les hypothèses notamment, les valeurs retenues des paramètres, paraissent acceptables
- ♦ aucun scénario accidentel important n'a été omis, notamment au regard de l'accidentologie passée de l'établissement ou de ce type d'installations industrielles
- ♦ la liste des paramètres **IPS** et la liste des équipements **IPS** figurent dans le dossier, ainsi que les définitions de ces concepts et les méthodes d'identification adoptées par l'exploitant
- ♦ les méthodologies et modèles utilisés paraissent adaptés au niveau de risque présumé
- ♦ la nature (voire les ordres de grandeur) des paramètres et équipements **IPS** identifiés par l'exploitant lui paraissent pertinents
- ♦ la nature et les ordres de grandeur des conséquences des accidents analysés par l'exploitant paraissent pertinents
- ♦ des technologies de type Meilleures Technologies Disponibles existant au plan mondial auraient pu être mises en œuvre dans une optique de réduction des risques d'accidents mais ne l'ont pas été, sans qu'une justification technico-économique ne figure au dossier
- ♦ les éléments utiles à l'information du public ainsi qu'à l'établissement des plans de secours figurent dans l'étude des dangers
- ♦ les dispositions proposées en termes d'intervention sur un sinistre paraissent pertinentes.